

PARLEMENT JURASSIEN
Groupe parlementaire pcsi

MOTION

n° 832

Des bases légales pour la surveillance électronique

De plus en plus de sociétés ou de collectivités proposent le recours aux moyens techniques de vidéos pour la surveillance des lieux publics et privés.

Actuellement, le Canton du Jura ne dispose d'aucune base légale en la matière pour protéger la sphère privée et lutter contre les abus.

Le groupe PCSI demande au Gouvernement de présenter une base légale sur les surveillances électroniques en intégrant la problématique de la protection des données.

Delémont, le 29 octobre 2008

Groupe PCSI

Suzanne Maitre - Schindelholz



Handwritten signatures of the PCSI group members, including Suzanne Maitre - Schindelholz and other representatives.